

Conclusions 2021 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

République centrafricaine

En 2021, la République centrafricaine a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le Parlement a adopté une législation autorisant la ratification de la Convention 190 de l'Organisation internationale du travail sur la violence et le harcèlement, qui réaffirme les principes et droits fondamentaux au travail, dont l'abolition effective du travail des enfants. Le gouvernement a également créé un système d'alerte pour signaler les infractions à la législation sur le travail des enfants. Cependant, malgré de nouvelles initiatives visant à lutter contre le travail des enfants, la République centrafricaine reçoit cette évaluation parce qu'elle a poursuivi une pratique qui retarde les efforts d'élimination de ce fléau. Les forces de sécurité gouvernementales ont recruté des enfants pour exercer des rôles d'appui et travaillé en coordination avec un groupe armé qui a recruté et utilisé des enfants dans le cadre de conflits armés. En République centrafricaine, des mineurs sont assujettis aux pires formes de travail des enfants, notamment à leur recrutement et leur emploi dans les conflits armés et au travail forcé dans l'extraction des diamants, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants participent également au travail des enfants dans les secteurs de l'agriculture et des services domestiques. Il subsiste d'autres lacunes, la République centrafricaine ne répondant pas à la norme internationale de protection associée à l'âge minimum d'admission à l'emploi, puisque la loi ne couvre pas les enfants qui travaillent dans le secteur informel.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Publier les lois qui fixent l'âge de fin de scolarité obligatoire.	2019 – 2021
	Veiller à ce que tous les enfants soient protégés par la loi, y compris ceux qui travaillent en dehors de relations de travail officielles.	2017 – 2021
	Déterminer les types de travaux dangereux interdits aux enfants en consultation avec des organisations d'employeurs et de travailleurs et veiller à ce que les types de travaux dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive.	2013 – 2021
	Relever l'âge minimum d'admission à l'emploi pour qu'il corresponde à l'âge de fin de scolarité obligatoire.	2018 – 2021
Application	Veiller à ce que l'Inspection du travail dispose des ressources financières suffisantes pour faire respecter la législation sur le travail des enfants.	2009 – 2021

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Publier des données complètes sur l'application du droit du travail, notamment le nombre d'infractions liées au travail des enfants constatées, de sanctions prononcées et d'amendes perçues.	2021
	Communiquer des données complètes en matière d'application du droit pénal, notamment le nombre d'enquêtes effectuées, d'infractions constatées, de sanctions prononcées, d'amendes perçues, de poursuites engagées et de condamnations obtenues.	2014 – 2021
	Veiller à ce que les bureaux régionaux de l'Inspection du travail soient placés sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale et que les inspecteurs régionaux puissent mener des inspections hors de Bangui, où se produisent de nombreuses opérations minières.	2018 – 2021
	Veiller à ce que le gouvernement effectue un nombre adéquat d'inspections du travail.	2021
	Veiller à ce que des sanctions civiles soient prononcées pour les infractions à la législation sur le travail des enfants.	2018 – 2021
	Veiller à ce que les mécanismes d'orientation des enfants découverts en situation d'assujettissement au travail des enfants soient bien financés et pleinement opérationnels.	2019 – 2021
	Veiller à ce que les enfants impliqués dans des conflits armés ne soient pas incarcérés et aient accès à des prestataires de services sociaux et à l'aide humanitaire.	2016 – 2021
	Veiller à ce que les responsables judiciaires et de l'application du droit pénal reçoivent un financement et une formation suffisants et à ce que la population puisse signaler les infractions et avoir accès aux procédures judiciaires formelles dans l'ensemble du pays.	2016 – 2021
Coordination	Créer des mécanismes de coordination pour lutter contre toutes les formes de travail des enfants, notamment dans l'extraction minière.	2019 – 2021
	Veiller à ce que tous les organismes de coordination soient actifs et en mesure de remplir leurs missions comme prévu.	2020 – 2021
Politiques gouvernementales	Adopter une politique qui s'attaque à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2014 – 2021
	Veiller à ce que des mesures soient prises pour mettre en œuvre l'Accord politique pour la paix et la réconciliation et publier les	2021

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	résultats des mesures mises en œuvre au cours de la période visée par le présent rapport.	
	Veiller à ce que des mesures soient prises pour mettre en œuvre la Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre et publier les résultats des mesures mises en œuvre au cours de la période visée par le présent rapport.	2021
	Veiller à ce que les signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation tiennent leurs engagements vis-à-vis des plans prévus, notamment l'arrêt du recrutement et de l'utilisation d'enfants.	2020 – 2021
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation pour tous les enfants, y compris dans les zones rurales, qu'ils soient ou non déplacés et quelle que soit leur appartenance religieuse, en éliminant les frais liés à la scolarité, en prenant davantage de mesures pour que tous les enfants aient un acte de naissance, en veillant à ce que les minorités ethniques et religieuses ne se voient pas refuser l'accès à l'éducation, en prévoyant un nombre adéquat d'enseignants et de salles de classe dans tout le pays et en veillant à ce que les écoles soient des espaces sécurisés et hors d'atteinte des groupes armés.	2009 – 2021
	Veiller à ce que le financement et la mise en œuvre des programmes sociaux qui s'attaquent aux pires formes de travail des enfants se fassent conformément à leurs mandats.	2018 – 2021
	Élargir les programmes visant à venir en aide aux anciens enfants soldats et aux enfants associés à des groupes armés, à soutenir leur réinsertion dans la société et à améliorer la coordination entre les acteurs pertinents.	2013 – 2021
	Allouer des ressources suffisantes et mettre en œuvre des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'ensemble du pays, notamment l'exploitation sexuelle commerciale et le travail des enfants dans l'extraction minière.	2009 – 2021